

Société

IMMERSION DANS LA FRANCE CONFINÉE : ÉPISODE 5

Jérôme Fourquet, Marie Gariazzo

23/04/2020

La Fondation a lancé depuis le début du confinement avec Le Point et l'Ifop un dispositif inédit pour suivre un groupe de trente Français – hommes et femmes, âgés de 20 à 75 ans, répartis sur l'ensemble du territoire national – dans leur vie quotidienne, les faire réagir à l'actualité et à l'évolution de la pandémie, et voir comment ils s'organisent dans les multiples aspects de leur vie. Jérôme Fourquet et Marie Gariazzo livrent ici le cinquième épisode de ce journal de confinement.

« Même si le 11 mai n'est qu'un objectif et non une certitude, il y a de l'espoir c'est ce qui compte »

Le 13 avril dernier, l'allocution du président de la République était très attendue. La prolongation du confinement n'était une surprise pour personne, mais l'horizon fixé au 11 mai prochain pour amorcer un déconfinement progressif a, quant à lui, marqué les esprits et fait couler beaucoup d'encre. Certains, qui commençaient à s'habituer aux prolongations de quinze jours, ont accusé le coup devant le délai d'un mois supplémentaire, redoutant de « craquer », tellement la lassitude est grande. « C'est difficile moralement, nous n'en sommes qu'à la moitié », avance Tristan, étudiant à Montpellier. Mais, pour la plupart, cette date sonne de prime abord comme une bonne nouvelle. Elle laisse entrevoir une « lueur d'espoir » et redonne une perspective, dans un quotidien qui en manque cruellement. « Pour la première fois, depuis le début de la crise, j'ai trouvé quelqu'un qui donnait un cap », avance Laurent, Lyonnais âgé de 30 ans. Tous ont noté la différence de ton d'Emmanuel Macron, apparu plus « humble », « proche » et « rassurant ». « Nous n'étions plus en guerre », souligne Sabrina, archéologue à Troyes ; « ce n'est pas le chef de guerre qui s'est adressé aux Français mais plutôt le chef de famille », poursuit-elle. Beaucoup apprécient ce basculement d'un registre militaire, truffé de références à la Grande Guerre, à celui du « père de la nation ». La verticalité du pouvoir est toujours là, mais avec plus « d'empathie », ce qui est apprécié. Si certains soulignent « l'exercice de communication bien rôdé », beaucoup reconnaissent que le président a su trouver les mots justes, faire son *mea culpa*, avouer qu'« il n'avait pas toutes les réponses » et

valoriser les efforts de chacun. Les remerciements adressés aux « travailleurs de l'ombre » ont particulièrement retenu l'attention. Notamment celle de Régis, agent administratif, de 59 ans, qui revient sur « les préparateurs de commandes, les chauffeurs livreurs, les personnes en magasin », qui en plus d'être exposés au Covid-19 ont « des tâches et des conditions de travail pénibles ». Alors quand Emmanuel Macron a reconnu que ces travailleurs avaient des salaires bas et qu'il allait falloir y remédier, il a marqué des points. Et, pourtant, difficile de ne pas faire le lien avec la crise des "gilets jaunes". « Toute la première partie de son discours à remercier des gens qu'il méprisait au début de son mandat ! », s'énerve Malika, formatrice de 65 ans. "Gilets jaunes" hier, « héros du quotidien » aujourd'hui, le chemin parcouru semble immense et laisse, chez certains, une place au doute sur l'après. « La revalorisation financière pour certains métiers ? Il faut vraiment que cela soit fait, il ne peut pas y avoir de faille sur ça », s'inquiète Anne, documentaliste dans un collège du Val-de-Marne.

« On peut rouvrir les écoles mais pas les bars et les restaurants, ça semble incohérent »

Mais avant le temps des comptes, celui du déconfinement. Car depuis le 13 avril 2020, plus les jours passent, plus l'après 11 mai est source de questionnements. La projection personnelle dans la reprise de son travail ou de l'école pour ses enfants agit souvent comme un déclic et révèle toute la complexité de la situation. Tous comprennent la logique de cette étape et adhèrent à l'urgence de « relancer l'économie du pays ». Depuis plusieurs jours, la peur de la récession semble d'ailleurs l'emporter sur tout le reste, tant on redoute une crise de grande ampleur. « Finalement, si je devais choisir entre le coronavirus et la récession, je prendrais le virus : pour moi on a plus de chance de s'en sortir... », nous dit Gary, salarié habitant en région parisienne. Et les chiffres le confirment. D'après un sondage Ifop réalisé les 8 et 9 avril dernier, 90% des personnes interrogées expriment de l'inquiétude sur les conséquences économiques de la crise du Covid-19, quand la peur de perdre un proche du fait du virus ou de perdre soi-même la vie à cause de cette épidémie, à hauteur de 75%, observe un recul de 7 points depuis le 2 avril 2020.

Pourtant, malgré l'urgence économique et l'envie d'en finir avec le confinement, le temps semble court jusqu'au 11 mai prochain pour préparer les conditions d'un retour au travail en toute sécurité. Khaled, 42 ans, directeur d'agence dans le domaine alimentaire à Roubaix, s'inquiète : « J'ai beaucoup de mal à imaginer comment les gestes barrières vont être respectés. Cette reprise tant attendue se transforme plutôt en gros moment de stress. Comment reprendre le cours de sa vie quand on sait à quel point on prend des risques ? Ça me rendrait dingue qu'un de mes salariés tombe malade ». Le port du masque obligatoire dans les transports en commun paraît également

extrêmement compliqué à mettre en place, quand se procurer un masque s'apparente encore à un véritable parcours du combattant. Mais, sans surprise, ce qui alimente le plus les conversations, c'est bien la réouverture progressive des crèches, écoles, collèges et lycées ; une réouverture dont, pour beaucoup, la vocation première n'est pas tant de freiner le décrochage scolaire que de permettre aux parents de retourner travailler. Ce que tous d'ailleurs appellent de leurs vœux, mais dans de bonnes conditions. Car, qu'ils soient parents ou non, nombreux sont ceux qui notent là une incohérence. « Comment prévoir un retour en classe alors qu'on n'autorise pas les bars, les restaurants, les lieux de vie en commun à ouvrir ? », s'interroge Anaïs, étudiante, qui vit à Grigny. « Aujourd'hui, j'ai eu mon petit-fils de 8 ans, il est très content de pouvoir retrouver ses copains à l'école le 11 mai. Mais quelle blague !! », lance pour sa part, Jean-Louis, Parisien de 58 ans. « Comment va-t-on renvoyer les enfants dans les classes, avec quelle protection pour les enseignants, les personnels de service et tous les parties qui composent la vie scolaire ? », poursuit-il. Au-delà de « l'usine à gaz » que représente un retour en classe respectant les mesures barrières, la crainte d'une seconde vague épidémique revient en force, pour laquelle on se sent encore moins préparé psychologiquement. La crispation sur le retour à l'école le 11 mai prochain est donc très forte. Moins d'un tiers des Français souhaite que les cours reprennent à partir du 11 mai tandis que 68% préconisent un retour en classe en septembre prochain. Certains parents l'annoncent déjà, ils ne mettront pas leurs enfants à l'école, comme Emmanuel, ce père d'une fillette de 9 ans, qui déclare « si l'école primaire de notre fille ne peut pas à notre sens respecter un minimum de sécurité, elle n'ira pas à l'école. Nous en informerons la rectrice de Normandie par courrier formalisé pour que cela ne lui prête pas préjudice à moyen terme ». Beaucoup se souviennent que si la fermeture des écoles avait été annoncée avant même la mise en place du confinement, c'était car elles avaient été présentées comme un lieu de transmission et de propagation du virus particulièrement puissant. La perspective de leur réouverture dans un laps de temps relativement court, et ce alors même que les masques, le gel et les tests continuent de manquer, nourrit l'inquiétude d'un redémarrage quasi-mécanique de l'épidémie.

« L'école à la maison, c'est un véritable sacerdoce »

En attendant les nouvelles prises de parole gouvernementales, les parents sont dans la plus grande perplexité, entre retour au travail et retour à l'école dans des conditions qui demeurent extrêmement floues. Le retour en classe est, cependant, très attendu, notamment pour les familles avec des enfants en bas âge. Ainsi, selon le sondage Ifop pour CNews et Sud Radio, le souhait concernant la réouverture le 11 mai prochain atteint 40% parmi les parents d'enfants scolarisés en primaire contre seulement 27% des parents de lycéens. Le « huis clos familial » n'est pas toujours facile à vivre et la patience pas toujours au rendez-vous. Il faut gérer l'école à la maison, sans oublier d'assurer « la cantine », s'amuse Khaled, ce père de quatre enfants, dont trois scolarisés en

maternelle et en primaire dans une commune près de Lille. Et, si certains comme lui apprécient de bénéficier de ces temps familiaux, plus rares en temps normal, d'autres décrivent un quotidien tendu, entre télétravail et gestion des enfants. « Les disputes avec nos enfants et entre nous avec mon conjoint sont clairement plus fréquentes, à cause de la promiscuité, du manque de moment à soi, de la fatigue, de la lassitude », raconte Juliette. Comme 66% des cadres confinés, cette maman de 39 ans tente de cumuler un métier à responsabilité en télétravail et l'encadrement scolaire de ses deux enfants. Partagée entre l'école à la maison et le télétravail, Juliette fait part d'un double sentiment de culpabilité : celui de ne pas pouvoir se consacrer entièrement ni à son travail, ni à ses enfants. Le recours, à regret, aux écrans constitue souvent un moyen d'apaiser les tensions. « En ce moment, même si nous ne sommes pas fans nous sommes vraiment obligés de laisser la tablette à notre fils pour avoir un temps calme, la paix des ménages, pour travailler. Bref c'est vital en ce moment. C'est le moment de la journée à peu près calme », poursuit-elle. Il est difficile de savoir quelles traces laisseront, sur les enfants et leurs apprentissages, l'école à la maison et ces temps passés sur écran. Les inquiétudes des parents sont perceptibles, même si là encore cette crise révèle de nombreuses inégalités. En effet, en matière de décrochage scolaire, bien des facteurs rentrent en jeu tel que l'espace disponible dans le logement, le rapport à l'école, la disponibilité et l'implication des parents, la situation du foyer, le handicap, etc. Il y a donc fort à parier que « l'après-coronavirus » donnera lieu à un regain de vitalité aux débats concernant l'accompagnement des élèves les plus vulnérables, la question souvent contestée des devoirs à la maison ainsi que la stratégie du gouvernement visant à faire entrer l'école dans l'ère du numérique.

« J'étouffe, je manque d'air »

La perspective du 11 mai prochain avec toutes les zones d'ombre qu'elle comporte ne permet pas pour l'instant de rompre avec la monotonie du confinement. La lassitude est forte et les témoignages nombreux sur ces journées, « peu productives », « peu efficaces », où il faut « se motiver » pour faire les choses, sans que l'on sache toujours très bien à quel dessein ce regain de motivation doit servir : éternelle culpabilité de l'inactivité ? Malgré les nombreux échanges virtuels, le manque de contacts physiques avec ses proches commence aussi à manquer cruellement, surtout lorsqu'on est confiné, seul, loin de sa famille. « Triste dimanche de Pâques, seule ! Je suis allée chercher mon pain ce matin et un petit gâteau au chocolat pour me remonter le moral ! Et j'ai ouvert une bonne bouteille de Bordeaux », raconte Béatrice, retraitée près de Libourne. Les plus jeunes s'inquiètent fortement de la réouverture des bars, restaurants et autres lieux de sortie reportée à la mi-juillet 2020, quand les plus âgées redoutent de ne pas pouvoir voir leurs petits-enfants avant la fin de l'année. À ce tableau peu enthousiasmant, s'ajoute une sensation d'enfermement. On ose à peine l'évoquer lorsqu'on a la chance d'avoir un jardin ou un espace extérieur et pourtant l'envie de pousser les murs, de sortir de sa zone de confinement est forte.

« J'ai envie de liberté, de crier, de prendre ma voiture et rouler, rouler... sans destination particulière, j'étouffe, je manque d'air », évoque Sylvie, Nantaise de 56 ans, qui rêve d'être au 11 mai prochain. Cet état d'esprit et ce besoin de rouler pour s'extérioriser semblent partagés par de nombreux Français, les forces de l'ordre observant de nombreux grands excès de vitesse. La sensation d'enfermement va souvent de pair avec la perte de plaisir à faire les choses, qui ponctuent notre quotidien de confinés. Dans cette nouvelle routine qui s'est installée, passé le temps des découvertes (apéros WhatsApp, séances de sport en ligne, etc.), des rendez-vous télévisuels et des séries très attendues, des pains, pizzas, yaourts et brioches « faits maison » avec fierté, des potagers avec ou sans terre, à l'intérieur ou à l'extérieur, on commence à trouver le temps long, « on ne sait plus quoi faire ». « Après la *Casa de papel*, on passe au *Bureau des légendes* et après... ». Certains s'accrochent encore à ces moments de détente, mais d'autres ont tout simplement du mal « à lire », « à regarder la télé », « à cuisiner » et « à se bouger ». Ceux qui continuent à multiplier les recettes et les séances de sport reconnaissent parfois à demi-mot qu'il y a une forme d'obsession, d'exutoire pour eux dans cette pratique. D'autres arrivent encore à se fixer des défis personnels, comme la lecture de certains classiques ou la réalisation de puzzles difficiles, mais beaucoup, comme Laurent, chef de service à Lyon, reconnaissent qu'en attendant le 11 mai prochain, « cela commence sérieusement à taper sur le système d'être enfermé, de ne pas sortir et surtout de ne plus voir de monde... ». En ce sens, même si comme on l'a vu, la perspective du 11 mai a fait naître interrogations et inquiétudes, cette annonce présidentielle a dessiné un horizon de sortie psychologiquement salutaire pour de nombreux de Français qui tournent en rond et s'enfoncent dans l'apathie.

Les clivages socio-politiques n'ont pas disparu

Au plan politique, la perspective d'une sortie du tunnel, même encore assez hypothétique, a également fourni au gouvernement une bouffée d'oxygène. 40% des Français estiment désormais que le gouvernement a communiqué de manière claire, soit une hausse de huit points en une semaine. 41% (soit une progression de onze points) estiment par ailleurs qu'il donne tous les moyens aux infrastructures et aux personnels de santé pour lutter contre ce virus. Pour autant, tout se passe comme si l'épidémie et le confinement qui en a découlé n'avaient pas modifié, loin s'en faut, les très profonds clivages politiques et sociaux qui s'étaient manifestés depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Sans même parler du jugement sur l'attitude du gouvernement, perception influencée par nature par l'orientation politique des individus, il apparaît que la façon de vivre et de traverser cette épidémie diffère selon les milieux sociaux et les sensibilités politiques. L'inquiétude est bien entendu générale, mais des différences notoires se dessinent. Ainsi le fait d'être « très inquiet » (item correspondant aux personnes se sentant les plus directement exposées) pour soi et sa famille face au virus ne concerne que 20% des membres des catégories aisées et des classes

moyennes supérieures. Cette proportion atteint 27% dans la classe moyenne inférieure, 35% parmi les milieux « modestes » et pas moins de 44% dans la strate la plus pauvre de la population. Entre « premiers de cordée », souvent en télétravail (et parfois dans leur lieu de villégiature), et « premiers de tranchée », qui continuent de travailler sur site, le degré d'exposition est objectivement différent. Mais plus globalement, ces écarts renvoient à un sentiment de vulnérabilité sociale, beaucoup plus répandu dans les catégories modestes et populaires et que l'épreuve du Covid-19 n'a fait qu'aviver davantage. Le clivage entre une « France d'en bas » et une « France d'en haut », qui s'était manifesté avec force au moment de la crise des "gilets jaunes", semble toujours à l'œuvre. Cette crise sociale et politique avait polarisé la société française en différents groupes et signe de la persistance des fractures, ces groupes ne vivent pas aujourd'hui l'épidémie sur le même mode. 51% des sondés qui se définissent encore comme "gilets jaunes" se disent « très inquiets » pour eux et leur famille face au virus, contre 32% de ceux qui soutiennent le mouvement et seulement 22% de ceux qui ne le soutiennent pas, soit un écart considérable de près de trente points avec le premier groupe. Les écarts sont également très marqués en termes de proximité politique. 46% des sympathisants de La France insoumise et 35% de ceux du RN sont très inquiets face au risque de contracter le virus alors que cette crainte la plus aiguë n'est partagée que par 11% des sympathisants de LREM.

Les réflexes partisans conditionnent classiquement les jugements portés sur l'action du gouvernement. 72% des sympathisants de LREM considèrent que le gouvernement a réagi rapidement face à l'épidémie contre seulement... 14% de ceux de LFI et 8% de ceux du RN. De la même manière, quand 56% des soutiens présidentiels pensent que les établissements scolaires pourront bien rouvrir le 11 mai prochain, trois quarts des sympathisants LFI (75%) et RN (79%) n'y croient pas. Mais derrière l'expression de ces réflexes politiques conditionnés, le fait que le degré d'exposition personnel au virus varie si fortement selon les milieux sociaux et les affinités politiques semble indiquer que les fractures parcourant la société ne sont pas effacées à l'occasion de cette épreuve, qui a pourtant saisi collectivement nos concitoyens. Le vécu quotidien et personnel de l'épidémie n'est manifestement pas le même dans les différentes îles de l'archipel français.